

Par son Président  
Serge Beuchat  
Route de Fontenais 77 – 2900 Porrentruy  
Tél. 032/466 61 41 Fax 032/466 48 02  
e-mail [sergebeuchat@rwb.ch](mailto:sergebeuchat@rwb.ch)

## Introduction

Le présent bulletin a pour objectif d'informer régulièrement l'ensemble des membres de notre association sur les démarches entreprises par le comité ainsi que de mettre en évidence certaines actions à développer.

Il est donc intéressant d'avoir en retour des remarques et suggestions de tous les membres qui se sentiront concernés par les thèmes traités ou non dans notre bulletin d'information. Chacun peut donc transmettre ses remarques au président par fax (032 466 48 02), par courrier ou courriel ([sergebeuchat@rwb.ch](mailto:sergebeuchat@rwb.ch)) ou, bien entendu, par téléphone (032 466 61 41).

Le président souhaite que chaque membre prépare un article pour les futurs bulletins.

Dans ce sens, merci à Michel Jobin pour l'excellent article en annexe de ce bulletin.

## Comité

- Le comité s'est réuni à onze reprises au cours de l'année 2001. Des contacts ont été établis avec les associations et offices suivants, afin de présenter notre association et de préciser les relations à venir : APAJ, SSE, PCH, SAT, AIJ, SIB, SIA, UTS, CPD, UJAM, LIGNUM Jura et le Service des constructions et des domaines.
- Notre association fonctionne déjà comme un relais apprécié des Services de l'Etat jurassien.

## Commissions

- Les membres des commissions CFPGC, CCIGC et Groupe de travail pour la formation scolaire et professionnelle ont été très actifs. Un merci particulier aux présidents et membres de ces groupes de travail qui s'investissent à fond afin de garantir une formation adaptée aux réalités d'aujourd'hui.

## Contacts

### Séance PCH – Comité AJUBIC du 19.03.02

- A16, programme, budget et investissements 2002  
*Programme travaux :*
  - Section 2 : mise en route de la section, uniquement quelques travaux prépara-

toires.

- Suite des sections 3 et 7

### Budget :

- 2002 : 156 millions demandés à Berne et que 142 millions accordés
- Essayer de tenir le budget pour éventuellement demander une rallonge en septembre

### Débat :

- N. Goffinet souhaite obtenir la planification 2002 des PCH pour informer les membres de l'AJUBIC. J.-P. Chollet ne souhaite pas communiquer le document tel quel, mais voir quelles informations peuvent circuler.
- J.-P. Chollet annonce une menace de diminution de la Confédération sur les travaux futurs. En 2003, Berne pourrait diminuer d'une somme pouvant aller jusqu'à 200 millions sur le budget annuel de 1,5 milliards. Il faudra, en temps opportun, avertir les parlementaires fédéraux jurassiens concernés.

- A16, futures mises au concours de mandats d'ingénieurs

### Section 2 :

- Une série de 12 appels d'offres sur invitation sera envoyée ces prochaines semaines aux bureaux d'ingénieurs jurassiens concernant des petits ouvrages. 3 bureaux par demande d'offres sont définis par les PCH.
- Une deuxième série de 12 appels d'offres sur invitation se fera en mai 2002.
- Viaducs "Grand'Combes" et "Creugenat" : 6 bureaux ont été préqualifiés pour la suite du mandat. 3 bureaux ou groupements de bureaux jurassiens font partie des lauréats.

### Section 8 :

- 8b : L'approbation par Berne devient urgente, car dans le cadre du programme d'ouverture du tunnel du Raimeux en 2006, le canton du Jura doit être prêt avec l'aménagement de la demi-jonction de Rebeuvelier et de la route cantonale pour recevoir le trafic prévu.
- 8a : Les études de cette section sont en cours. Le projet définitif est prêt pour la

prise de position de l'OFEFP.

#### Section 1 :

- ° Plate-forme douanière : Le dossier est au Gouvernement. 3 bureaux ou groupements de bureaux jurassiens sont retenus.

#### Débats :

- ° S. Beuchat demande de pouvoir obtenir la liste des bureaux d'ingénieurs retenus pour les mandats sur invitation (2 x 12 appels). J.-P. Chollet ne souhaite pas distribuer cette liste. Il demande de faire confiance à son service qui s'est basé sur les compétences des bureaux retenus.
- ° N. Goffinet précise que les bureaux souhaitent commencer au plus vite sur les mandats (problème de manque de travail) et sont prêts à prendre des risques pour essayer de garantir les effectifs de collaborateurs. J.-P. Chollet comprend le problème actuel des bureaux jurassiens et s'engage à faire accélérer les procédures.

- A16, programme de mise en service  
Les dates suivantes sont avancées et programmées :

#### Section 2 :

- ° 2002 : pas d'importants travaux au programme, seuls quelques pistes, chemins ou divers petits lots sont prévus.
- ° 2003 : d'importants travaux seront entrepris.
- ° 2008 : ouverture des 2 voies " France "
- ° 2012-2015 : ouverture complète de la section.

#### Section 3 :

- ° 2005 : ouverture de l'évitement de Porrentruy .

#### Section 7 :

- ° 2005 : ouverture de l'évitement de Delémont.

#### Section 8 :

- ° 2006 : ouverture du tunnel du Raimeux par le canton de Berne.

- Routes cantonales, programme 2002, appel d'offres

#### H18 :

- ° Mi-avril : 1 appel d'offres est prévu et est subdivisé en 4 volets afin de faciliter la gestion financière entre le canton et les communes et de démontrer qu'il s'agit d'un projet unique (seuil de subventionnement CHF 2.5 mio) :

' Entrée est du Bémont

' Hôpital de Saignelégier – Bémont

' Préfecture de Saignelégier – direction Muriaux

' Entrée ouest de Saignelégier

#### Divers :

L'appel d'offres pour les mandats de réaménagement des giratoires Landi et Mc Donald's à Delémont sera probablement relancé, car une diminution des coûts a été imposée.

#### Infos sur les mandats en cours :

- ° Les Emibois – Le Noirmont : GVH, SD, CSD et SACR sont mandatés pour ce tronçon. La mise à l'enquête publique est prévue en octobre 2002.

- ° Traversée de Montfaucon : l'attribution du mandat d'ingénieurs est imminente.

Un mandat pour la réfection du pont St-Jean Népomucène à St-Ursanne est à l'étude, délai prévu : fin 2002.

2002 : deux offres seront demandées pour l'étude de deux variantes de tracé concernant le tunnel de la Roche (gré à gré).

#### Débats :

NG : Traversée de Bure, où en est-on ? A. Seuret répond que la proposition d'adjudication est prévue pour mi-avril.

- Mandats PCH divers (gestion environnementale des chantiers, cadastre du bruit, deux-roues, géotechnique)

#### Les dossiers suivants sont abordés :

- ° 2 sites contaminés sur le tracé de l'A16.
- ° DOM de Bure.
- ° Cadastre du bruit, en attente pour le moment. L'OFEFP a repoussé le délai final à 2007, voire 2012.
- ° Pistes cyclables : fin 2002 possibilité de mandats pour des travaux en 2003.
- ° Géotechnique : mur de la Birse à Choindez, mandat à mi 2002.

- Analyse et enseignements tirés des derniers appels d'offres A16 et routes cantonales, corrections à apporter, points positifs

Un tour de table est fait pour passer en revue ce point :

- ° J.-P. Chollet estime que les bureaux jurassiens se sont bien défendus dans les dossiers déposés (A16) et a le sentiment d'un bilan positif.
- ° S. Beuchat est satisfait des dossiers retenus et demande aux responsables des PCH de faire ce qui est en leur pouvoir pour uniformiser les appels d'offres pour les différents Services cantonaux (SAT, constructions, forêts, OEPN). Cette solution simplifierait les dossiers, économiserait du temps et de l'argent à chacun et éviterait bien des recours inutiles.
- ° J.-P. Chollet en parlera aux différents Services.

- N. Goffinet demande s'il était possible d'uniformiser l'appréciation du critère prix en suisse romande.
- J.-P. Chollet explique les différents modes d'appréciation en Romandie et actuellement chaque canton est indépendant dans les dossiers.
- P. Buchs demande de ne fournir les attestations, par le bureau soumissionnant, qu'en cas de proposition d'adjudication par le M.O.
- J.-P. Chollet confirme que cette solution est appliquée actuellement pour les mandats sur invitation.
- **Marchés publics, politique PCH vis-à-vis des valeurs seuils, appréciations, vision future**  
*Valeurs seuils :*
  - J.-P. Chollet explique qu'il n'y a pas trop de différences pour le moment avec les autres cantons, mais si des associations comme la nôtre souhaitent que les seuils soient remontés, c'est aux politiciens d'intervenir.
  - J.-P. Chollet confirme l'intérêt des PCH à des seuils plus hauts pour les mandats.
- **Divers**
  - J.-P. Chollet demande aux bureaux jurassiens d'appliquer la convention de la SUVA pour la sécurité sur les chantiers et de la faire signer. Ce document sera un élément du cahier des charges. Des informations peuvent être obtenues sur internet par "SuvaPro.ch" pour cette convention.
  - J.-P. Chollet demande plus de rigueur dans les métrés, spécialement en fin d'année, car en fin 2001 plusieurs millions auraient pu être dépensés si les factures étaient arrivées à temps sur les bureaux des comptables. La facturation doit suivre les chantiers en cours avec une gestion rigoureuse et surtout une bonne planification des dépenses jusqu'à la fin de l'année en cours. Les responsables de son service seront intransigeants en 2002. En prendre note pour toutes les DLT et bureaux jurassiens.
  - J.-P. Chollet, dans le même ordre, demande des factures trimestrielles aux bureaux jurassiens pour leurs prestations.
  - J.-P. Chollet a informé la SSE pour bien coordonner les métrages avec les DLT pour garantir les dépenses pendant l'année.
  - R. Bläuer confirme appliquer la nouvelle norme SIA 103 depuis cette année.

### ***FRAIA (anciennement CRAIA) (Fédération Romande des Associations patronales d'Ingénieurs et d'Architectes)***

La CRAIA actuelle n'est formellement pas constituée. Toutes les associations romandes d'architectes et d'ingénieurs souhaitent se serrer les coudes et revendiquer des prestations et une reconnaissance aux niveaux cantonal et national qu'elles méritent. C'est pourquoi nous vous avons proposé de donner une structure officielle à la FRAIA (Fédération Romande des Associations patronales d'Ingénieurs et d'Architectes) lors de notre dernière assemblée générale du 19.04.02.

En séance FRAIA de ce printemps à Neuchâtel, nous avons appris que la loi fribourgeoise avait adapté ses seuils AIMP pour les mandataires concernant les offres de gré à gré pour passer de CHF 50'000.- à CHF 150'000.-. D'après les informations obtenues depuis les associations romandes d'ingénieurs et d'architectes, les lois cantonales sont en cours de révision ou en discussion pour passer à ce montant de CHF 150'000.- qui correspond au seuil européen équivalent à EUR 90'000.-.

### **Marchés publics**

#### ***Conseils et collaboration effective avec les communes jurassiennes***

Notre souci principal a encore été durant cette année 2001 de prendre toutes les mesures utiles et nécessaires afin de donner un maximum de chances aux bureaux jurassiens dans l'attribution des marchés publics, en particulier sur les mandats potentiels route nationale et routes cantonales ainsi que des futurs PGEE des Communes jurassiennes.

C'est pourquoi nous avons noué de multiples contacts avec les représentants des PCH, du SEDE et du SEPE afin de clarifier ensemble les procédures ainsi que les règles d'adjudication des mandats d'ingénieurs civils.

Nous avons pris pour habitude de rencontrer les responsables des PCH deux fois par année afin de pouvoir vous informer au mieux des projets en cours et à venir. Vous avez eu l'opportunité de lire dans nos trois premiers bulletins d'information les délibérations de ces entretiens.

Dans le cadre des marchés publics, l'AJUBIC se préoccupe de la qualité des contenus des cahiers des charges des prestations d'ingénieurs qui sont soumis à ses membres. Dans un souci de transparence, de maintien de la qualité des prestations et dans une politique de développement durable, il est impératif que les prestations de mandataires soient mises aux concours de manière rigoureuse. Dans ce sens, la décision prise par notre association

lors de notre dernière assemblée de proposer nos services pour l'établissement de ces cahiers des charges est non seulement nécessaire, mais déterminante pour l'avenir de nos entreprises.

### **Activités futures**

Le comité est d'avis qu'il y aura lieu de mieux se faire connaître dans notre République. Dans ce but, nous vous proposons d'entreprendre des démarches auprès des associations des maires des trois districts avec l'appui du Service des Communes.

Nous pensons également qu'il serait utile de sensibiliser les Services cantonaux jurassiens du travail conséquent élaboré de concert avec les PCH au sujet des procédures d'appels d'offres et les cahiers des charges qui leur sont liés. Dans ce sens, les documents PCH peuvent être considérés comme exemplaires et permettraient aux membres AJUBIC de travailler sur les mêmes bases lors de sollicitations de ces différents Services.

### **Formation**

#### ***Salon de la formation professionnelle – Jura et Jura Bernois***

- L'AJUBIC était représentée au salon de la formation professionnelle et elle le doit en particulier à l'investissement remarquable de Jean-François Gnaegi et des délégués que certains bureaux ont mis à sa disposition. Un grand merci à tous ceux qui ont contribué à la réussite de cette importante manifestation dans le domaine du recrutement et de la présentation de notre métier d'ingénieur. A l'avenir, il y aura lieu de penser à décharger Jean-François Gnaegi qui vient d'assumer pour la deuxième fois consécutive la fonction de gestionnaire de ce stand des ingénieurs.

#### ***Journée technique AJUBIC***

- Notre première journée, sur le thème des PGEE, fut un succès. Le choix du sujet, la qualité de la préparation, le taux de participation, la valeur des intervenants, les documents transmis, l'écho positif enregistré ultérieurement nous confirment que notre association a un rôle déterminant à jouer au niveau de la formation continue aussi bien des membres de nos bureaux respectifs que chez les représentants des Maîtres d'Ouvrages. Chaleureuses félicitations aux personnes qui ont œuvré à la réussite de cette journée, en particulier Norbert Goffinet et Michel Jobin. Le sérieux du travail accompli donne toute la crédibilité dont doit

pouvoir bénéficier une association telle que la nôtre.

- Une nouvelle journée d'étude sera organisée. Le thème retenu lors de l'assemblée générale du 19.04.02 est des plus importants. **La sécurité.** Ce choix dénote d'une préoccupation croissante des responsables d'entreprise et d'une volonté d'encore mieux préciser les responsabilités de chacun dans un domaine qui peut avoir des conséquences fâcheuses s'il n'est pas considéré à sa juste valeur.

### **CCIGC – CFPGC**

La commission s'est réunie à deux reprises pour traiter des objets suivants :

- le contrôle de l'organisation et du bon déroulement des cours d'introduction,
- l'organisation des examens intermédiaires pour les apprentis dessinateurs en génie civil,
- la remise des CFC et des prix aux meilleurs apprentis,
- la mise sur pied de cours dans le cadre de l'Ecole jurassienne de perfectionnement professionnel.

Elle a, d'autre part, créé un groupe de travail réunissant des représentants de l'APAJ, de la SIA et de l'UTS pour préparer de manière conjointe la présentation des métiers de dessinateur en bâtiment, de dessinateur géomètre et en aménagement du territoire, et de dessinateur en génie civil au premier Salon de la formation professionnelle Jura – Jura bernois.

Ce salon, qui a été une grande réussite, se déroulera l'an prochain à Delémont.

Avec la création de l'AJUBIC, le lancinant problème du financement des activités de la commission a enfin été réglé.

Après plusieurs années à la tête de la commission des cours d'introduction, Norbert Goffinet a remis la présidence à Pierre-André Raboud. Sous son impulsion, un excellent travail, digne d'éloges, a été réalisé.

Le président de la commission tient à remercier toutes les personnes qui collaborent de près ou de loin à la formation professionnelle et qui partagent son souci d'offrir une formation de bon niveau.

### **A16**

C'est fait, les Jurassiens auront leur autoroute à quatre pistes de Porrentruy à Boncourt (à l'exception du tunnel de Bure, comme c'était prévu initialement). Grâce à la détermination et le sens avisé de la négociation de Pierre Kohler, Ministre du département de l'environnement et de l'équipement ainsi que de l'Ingé-



nieur cantonal Jean-Philippe Chollet, le département fédéral de M. Leuenberger vient de prendre cette décision, attendue depuis plus d'une année. Quel soulagement pour l'économie jurassienne et pour les automobilistes !

En effet, il n'est pas évident, pour la Confédération, dans le contexte politique et financier actuel, de digérer des coûts supplémentaires de CHF 350 mio. Ce d'autant plus que Berne n'a jamais promis formellement une quatre pistes aux Jurassiens !

Que des gagnants : les habitants de la vallée de l'Allaine d'abord (bruit et pollution fortement réduits dès 2008), les automobilistes ensuite (liaison Porrentruy - Boncourt par l'autoroute dès 2008, sur les deux premières voies en service), l'environnement également (garantie de la mise en application des mesures de compensations écologiques) et finalement l'économie jurassienne (les entreprises, les services, les commerces locaux, ...). Enfin, l'échelonnement des dépenses permettra d'envisager d'autres investissements simultanément (modernisation et entretien du réseau routier cantonal qui en a bien besoin).

D'autre part, il faut relever qu'il était utopique d'imaginer la mise en service d'un tronçon d'autoroute à quatre pistes de Porrentruy à Boncourt en 2008. Au mieux, la liaison aurait pu se concrétiser vers 2010-11. Cette échéance imposait un rythme de travail très élevé. Dans ce cas, il est certain que des lots de travaux très importants auraient dû être réalisés simultanément et auraient ainsi et vraisemblablement échappé aux entreprises de la région jurassienne. L'étalement des travaux redonne un maximum de chance à l'économie locale. Il faut bien se rendre compte que la réalisation de l'A16 sur ce tronçon aura des conséquences déterminantes pour l'emploi dans le Canton du Jura pour autant que les entreprises jurassiennes y participent activement. Où notre économie pourrait-elle trouver une source d'investissement de plus de CHF 100 mio par année pendant dix ans ? Soyons donc vigilants et ne consacrons pas l'emploi sur l'autel de la précipitation. La décision de M. Leuenberger est courageuse et digne d'être saluée.

## **Divers**

### **Evacuation des eaux de routes**

Nous recommandons vivement la lecture du rapport annexé qui constitue un excellent document technique.

### **Conclusions : L'art de (sur)vivre**

Cher Monsieur Marché Public, je t'écris pour te donner des nouvelles de ton fils aîné.

Jacques-Edouard, patron d'entreprise de services, passe la totalité de son temps dans son bureau : il ne voit plus sa femme qui menace de partir ni ses enfants qui considèrent leur père comme un étranger. Quant à sa famille, elle le traite d'incapable, ses collègues le considèrent comme un casseur de prix, ses amis l'accusent de ne pas savoir prendre le temps de vivre, et ses voisins lui reprochent de faire du bruit en rentrant du boulot tard le soir.

Par contre, il a souvent des rendez-vous avec le banquier qui lui demande d'augmenter son cash-flow de manière déterminante et d'hypothéquer son bâtiment privé sans quoi il lui coupe les vivres. Son comptable croule sous les rappels de factures, ses secrétaires n'en finissent pas de lui passer des messages urgents et son médecin lui demande ardemment d'arrêter de fumer et de pratiquer un sport.

Selon les principes de son cher papa Marché Public, Jacques-Edouard a dû, à regret :

- licencier ses employés sympas, mais pas assez productifs,
- mettre sous pression Carole la dépressive,
- garder son meilleur cadre dynamique : un jeune célibataire qui ne lui coûte pas trop cher, mais licencier l'ancien Joseph, papa de cinq enfants, mais qui est un bel endormi dont la rentabilité de travail est discutable,
- laisser la moitié de son salaire dans l'entreprise,
- hypothéquer tous ses biens

"Dis papa, c'est quand que tu penses changer tes règles ?"

Mais à part cela, il va bien.

Blague à part, on est en droit de se poser des questions ! Le législateur s'est-il rendu compte qu'en voulant défendre les intérêts publics, il considère les entreprises de services au même titre qu'un vendeur de cacahouètes ! Et en conséquence, involontairement, il fait prendre des risques aux Maîtres d'ouvrage qui pourraient, avec le temps, coûter bien plus cher que quelques pourcentages sur les crédits globaux de leurs constructions.

La concurrence folle que nous vivons actuellement entre nos bureaux n'a de sens pour personne. Les honoraires tendent vers un niveau plancher qui ne permet plus aux bureaux concernés d'envisager le moindre investissement, notamment pour former une relève. On aboutit à des aberrations, tant au niveau des offres retenues que des écarts entre moins chers et plus chers. En outre, les honoraires ne sont plus en adéquation avec les responsabilités assumées. Gare à la casse !

C'est avant tout à la solidarité professionnelle

qu'il faudrait recourir pour maintenir les prix et éviter que dans chaque dossier un "Kamikaze" ne se lance en dessous d'un prix correct.

L'AJUBIC a-t-elle les moyens de jouer un jeu profitable à tous, ingénieurs et Maîtres d'ouvrage ? Question posée à laquelle j'aimerais de tout cœur répondre par l'affirmative. L'avenir nous le dira.

Je tiens à remercier chaleureusement mes collègues du comité ainsi que les personnes dévouées qui assument inlassablement des tâches ô combien importantes dans les commissions se préoccupant de formation.

Au nom du comité de l'AJUBIC  
Le Président  
Serge Beuchat